

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de Richebourg

N° 2.2. / 2022-069

**dossier n° DP 078 520 22 M0041**

**date de dépôt** : 21 octobre 2022

**demandeur** : Mr DERNONCOURT Emerson

domicilié : 53 route de Tacoignières à Richebourg

**pour** : arrachage de haie, remplacement de clôture et du portail

cadastrées : D-170

## ARRÊTÉ

**de non opposition à une déclaration préalable  
au nom de la commune de Richebourg**

**Le maire de Richebourg,**

Vu la déclaration préalable présentée le **21 octobre 2022**, par **Mr DERNONCOURT Emerson**,  
**demeurant : 53 route de Tacoignières à Richebourg** ;

Vu l'objet de la déclaration : **arrachage de haie, remplacement de clôture et du portail**;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 juin 2017 ;

Vu l'avis de dépôt de la demande déposée en mairie le **21 octobre 2022** et **affiché le 22 octobre 2022** ;

Vu la demande de pièces complémentaires en date du 28/10/2022 et les éléments reçus le 07/11/2022 ;

## ARRÊTE

### Article 1

**Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable de division sous réserve que la hauteur des clôtures respecte l'article Art.11.2.f du PLU : « Les types de clôtures autorisées sont : Les murs pleins ou ajourés, en pierre, en brique, en bois (ou matériaux similaires d'aspect) ou matériaux recouverts d'un enduit ou d'un parement de tonalité identique à la façade de la construction principale. Ces murs de clôtures devront avoir une hauteur maximale de 2m (par rapport au fil d'eau de la voie pour les clôtures sur rue) ou pourront être**

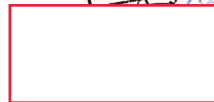
*édifiés dans le prolongement du mur voisin immédiat s'il en existe ou à la même hauteur que le mur le plus proche afin de créer une continuité de hauteur ».*

## **Article 2**

Toutes autorités administratives, les agents de la Force Publique compétents, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au pétitionnaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou remise en main propre.

Fait à Richebourg, le 21 novembre 2022

Le maire-adjoint



Julien GRENOT



**Arrêté transmis en Préfecture, le 21/11/2022 et affiché en Mairie le 21/11/2022.**

### **Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

**Durée de validité de la déclaration préalable :** conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :** il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**Délais et voies de recours contre la présente lettre :** le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.